

Déficit : 3,1 % en 2018 selon Bruxelles

La France et le déficit, c'est une grande histoire d'amour qui ne plaît pas à Bruxelles. Elle aimerait un divorce : elle veut, comme le réclame le Pacte de Stabilité, que tous les pays membres de l'Union Européenne aient un déficit inférieur à 3 % du PIB (dans l'idéal il faudrait que la dette ne dépasse pas les 60 % du PIB mais il ne faut pas trop rêver). La France a jusqu'à fin 2017 pour y parvenir.

2017 et 2018 : le retour de la croissance (ou pas)

La Commission Européenne, et notamment Pierre Moscovici, ancien locataire de Bercy devenu Commissaire aux Affaires Économiques, a dévoilé ses prévisions de croissance pour la France en 2017 et 2018. Après une année 2016 particulièrement décevante, 1,1 % de croissance alors que Bruxelles s'attendait à 1,2 % et que le gouvernement tablait sur 1,4 %, la croissance sera bien de retour. Mais attention : la France ne va pas faire des étincelles.

Si l'Union Européenne devrait connaître une croissance de 1,6 % en 2017 et 1,8 % en 2018, l'Hexagone fera partie des pays qui vont faire baisser cette moyenne. Bruxelles s'attend à 1,4 % de croissance pour la France en 2017 puis 1,7 % en 2018. C'est toujours mieux que les 1 % de 2015 et les 1,1 % de 2016.

Naturellement, il faudra encore que la déception ne soit pas au rendez-vous : le gouvernement table sur 1,5 % de croissance en 2017 ; une estimation identique à ce qu'il attendait en 2016 et on a bien vu le résultat

Le Pacte de Stabilité ? Respecté en 2017, dépassé en 2018

Côté dette, la situation s'améliore un peu selon Bruxelles : en 2017, date limite pour la France pour faire tomber le déficit public sous la barre des 3 % avant que Pierre Moscovici ne soit contraint d'infliger une amende de 4 milliards d'euros au pays, ça devrait aller. Avec un déficit qui atteindra, selon les prévisions de Bruxelles, 2,9 % du PIB, la France passe le cap de justesse. Le gouvernement, de son côté, voulait faire baisser ce même déficit public à 2,7 % ce sera raté.

Mais Bruxelles met en garde l'Hexagone pour 2018 : le déficit pourrait remonter à 3,1 %. Une estimation faite « à politique inchangée » et qui risque fort d'être retouchée : avec la Présidentielle 2017 qui arrive le gouvernement va, bien évidemment, changer. Le PS n'étant pas en position de favori, de plus, il y a de fortes chances que la politique de la France prenne une autre direction que l'actuelle.